

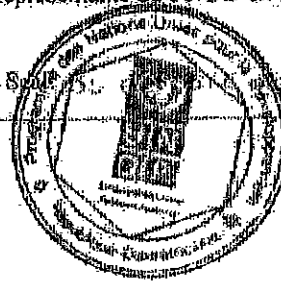


United Nations Peacebuilding Support Office (PBSO)/ Peacebuilding Fund (PBF)

<p><b>Project Title:</b> Restauration d'urgence des capacités fonctionnelles de la Police et de la Gendarmerie à Bangui</p>	<p><b>Recipient UN Organization(s):</b> Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)</p>
<p><b>Project Contact:</b> Mme Kaarina IMMONEN, Représentante Résidente du PNUD en RCA                  Address: c/o UNDP Bangui                  Téléphone: (236) 75 45 91 65                  E-mail: kaarina.immonen@undp.org or immonen@un.org</p>	<p><b>Implementing Partner(s) -- name &amp; type (Government, CSO, etc):</b>                  Ministère de la Sécurité, de l'Immigration, Emigration et de l'Ordre Public.                   Bureau Intégré des Nations Unies en RCA (BINUCA)</p>
<p><b>Project Number:</b>                  To be completed by UNDP MPTF Office</p>	<p><b>Project Location:</b> Bangui</p>
<p><b>Project Description:</b>                   Le projet jettera les bases matérielles pour la restauration institutionnelle des services de maintien de l'ordre et de protection des citoyens par la réhabilitation sécurisée et l'équipement à des normes minimales de fonctionnalité des 8 Commissariats de Police et des 3 Brigades de Gendarmerie à Bangui.</p>	<p><b>Total Project Cost:</b> 2,496,718 USD  <b>Peacebuilding Fund:</b> 2,496,718 USD  <b>UNDP BCPR TTF:</b>  <b>Government Input:</b>                  European Union : 4,500,000 EURO de financement parallèle et complémentaire                  BINUCA: Assistance technique pour la préparation des dossiers architecturaux et les estimations des coûts de réhabilitation et des équipements  <b>Total: 2,496,718 USD (PBF)</b>  <b>Project Start Date and Duration:</b> Date de commencement fixée au 1er Novembre 2013 pour une durée de 6 mois</p>
<p><b>Gender Marker Score:</b> 2.                  Score 3 for projects that are targeted 100% to women beneficiaries and/or address specific hardships faced by women and girls in post-conflict situations:</p>	

<sup>1</sup> The PBSO monitors the inclusion of women and girls in all PBF projects in line with SC Resolutions 1325, 1612, 1888, 1889.

Peacebuilding Support Office (PBSO)	Resident Coordinator (RC)
Name of Representative:	Name of Representative: Minie Kaarina IMMONEN
Signature:	Signature:
Peacebuilding Support Office, NY	Title: Représentante du PNUD en RCA
Date & Seal	Date & Seal



## COMPOSANTES DU PROJET

### COMPOSANTE 1: POURQUOI?

#### 1.1. Contexte et Analyse de la Situation

Dans un contexte social et économique déjà très précaire, la situation politique et sécuritaire s'est rapidement dégradée en RCA avec la formation d'une nouvelle rébellion - la coalition SLEKA - qui dès le 10 Décembre 2012, s'emparait des plus grandes villes du nord du pays, alors que les Forces de Défense Nationales s'effondraient. A l'initiative des chefs d'Etat de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), la crise semblait, dans un premier temps, pouvoir être contenue, par la signature le 11 janvier 2013 à Libreville d'un Accord de cessez-le-feu<sup>2</sup> et un d'un Accord politique<sup>3</sup> facilité par la CEEAC, l'Union Africaine, et avec l'appui technique et financier des Nations Unies. Malheureusement, la coalition SLEKA s'emparait, sans résistance des Forces de Défense nationales, de la ville de Bangui le 24 mars 2013 destituant de facto le Président Bozizé qui quitta la RCA.

S'ensuivirent de long mois de chaos sur toute l'étendue du territoire fait de destructions et de pillages des édifices publics et des moyens de production,

<sup>2</sup> L'Accord de cessez-le-feu signé au nom du Gouvernement, de la coalition SLEKA, de la CEEAC, et de la Présidence du Comité de Suivi assurée par la République du Congo, prévoyait entre autres choses : (i) l'observation d'un cessez-le-feu immédiat et la cessation de toute hostilité dans un délai de 72 heures, (ii) l'achèvement de l'aide humanitaire, (iii) la libération des prisonniers politiques et de guerre, (iv) le rapatriement des troupes de la coalition SLEKA sous la supervision de la MICOPAX, et (v) la mise en place d'un programme prioritaire d'urgence portant sur la création des conditions de retour, de réinstallation et de réinsertion des personnes déplacées en raison du conflit, la protection des droits de l'Homme, la poursuite du processus DDR au Nord-est, la réorganisation des forces de défense et sécurité nationales, la lutte contre la criminalité, et la réhabilitation des zones affectées par le conflit.

<sup>3</sup> L'Accord politique signé pour sa part au nom de la majorité présidentielle, l'opposition démocratique, des mouvements politico-militaires (CPIP, MLCI et FDR), de la coalition SLEKA, de la Présidence du Comité de suivi et de la CEEAC prévoyait pour sa part entre autres choses : (i) le maintien en fonction du Président de la République jusqu'au terme de son mandat en 2016, (ii) la mise en place d'un Gouvernement à l'Union Nationale inclusif dirigé par l'opposition démocratique dont la charge est de restaurer la paix et la sécurité, d'organiser des élections législatives anticipées, de réorganiser les forces de défense et de sécurité, réorganiser l'administration territoriale, réformer le système judiciaire poursuivre le processus DDR et SSR, engager des réformes économiques et sociales

- déployés pour restaurer l'ordre public<sup>5</sup> ;
- La désignation de 12 commandants de zone.

En application du décret 13 - 311 du 28 août 2013, la Police et la Gendarmerie reprenaient progressivement leur travail. Le 4 Septembre 2013, une campagne d'une semaine était lancée pour le désarmement des éléments de la SLEKA et leur regroupement dans six sites<sup>6</sup>. La recherche et l'arrestation des éléments de la SLEKA ont été effectuées par la Police et la Gendarmerie, alors que des ex-SLEKA procédaient à la sécurisation des opérations et à l'identification des combattants de leur coalition. Une seconde opération de désarmement « forcée » cette fois débuta le 3 Octobre 2013 sous la direction de la FOMAC, en coopération avec la Police et Gendarmerie qui fournissaient les informations sur la localisation des armes à saisir. Chaque Général et Colonel de la SLEKA restait autorisé à garder respectivement 4 et 2 gardes de corps armés, le reliquat de leurs éléments devant être regroupés dans des sites de cantonnement<sup>7</sup>. Les armes saisies sont remises au Chef d'Etat Major des Forces Armées Centrafricaines, et l'opération sera poursuivie indéfiniment d'abord à Bangui et ensuite dans les régions. Ces opérations ont graduellement assaini la situation sécuritaire dans la Capitale.

#### 1.2. Justification du projet

Comme mentionné précédemment, la Police et la Gendarmerie ont repris le travail en août 2013 mais dans des conditions extrêmement difficiles et précaires: les commissariats et brigades ont été occupés par la SLEKA pendant plusieurs mois, ont été pillés et manquent cruellement des conditions et moyens de base pour que les policiers et gendarmes puissent accomplir leurs missions. Ce projet s'inscrit directement dans la première phase de la stratégie de stabilisation de la RCA, et en constitue une étape essentielle ayant comme objectif la réhabilitation sécurisée et l'équipement de 100 % des Commissariats de Police et Brigades de Gendarmerie à Bangui. Le financement du PBF sera donc utilisé de manière stratégique afin de jeter les bases matérielles pour la restauration institutionnelle des services de maintien de l'ordre et de protection des citoyens. Alors que l'opération de désarmement forcé se poursuit avec comme finalité le regroupement des éléments de l'ex- SLEKA dans les sites prévus à cet effet, il est impératif de permettre à la Police et à la Gendarmerie de recommencer à accomplir leurs fonctions régaliennes de maintien de l'ordre à Bangui, dans un premier temps. Permettre à la Police et à la Gendarmerie d'être à nouveau fonctionnelles induira également le rétablissement de la confiance entre la population et les services chargés de la protection de son intégrité physique et matérielle, du respect des obligations de chacun aux yeux de la loi, et un retour à la normale dans un environnement sécurisé.

En réhabilitant de manière fonctionnelle sept (7) Commissariats de Police et trois (3) Brigades de Gendarmerie à Bangui, le projet aura également un effet catalytique pour la mise en œuvre du projet de l'Union Européenne de 4,5 millions d'EURO. Entre autres choses, le projet de l'UE procédera à :

- un audit sur la faisabilité de la restauration de la mission de la Police ; et,

<sup>5</sup> Il est possible qu'en fait les 6 régions militaires existantes soient maintenues

<sup>6</sup> Camp Béat, Camp Kasat, BSS, Caserte, des pompiers, Bataillon Amphibie, et BITT

<sup>7</sup> Kasat, RDOT, Bataillon Amphibie, Berango, Sibut et Bossombélé.

\* *The file shall not exceed 7% of the total of categories 1-7, as specified in the PUF 2011 and should follow the rules and guidelines of each recipient organization. Note that Agency-incurred direct project implementation costs should be charged to the relevant budget line, according to the Agency's regulations, rules and procedures.*

### 3.3. Durabilité

La durabilité du projet repose sur 3 éléments principaux :

- La sécurité est en train d'être assurée à Bangui avec l'appui de la ROMAC et la mise en œuvre des décisions prises par les autorités de la Transition. D'autre part, la Force de Stabilisation de l'Union Africaine devrait obtenir dans les semaines qui suivent un mandat renforcé par le Conseil de Sécurité des Nations Unies suite à sa résolution 2121 du 10 octobre 2013;
- le projet de sécurisation des corridors BELOKO-BANGUI et GAMBOÛLA-BANGUI a déjà permis à date d'augmenter les revenus de l'Etat de 300 millions de FCFA à 1,9 Milliard de FCFA, dont une partie devra être allouée au paiement de salaires des fonctionnaires de la Police et de la Gendarmerie, et au fonctionnement et entretien des Commissariats et Brigades ;
- le projet de l'Union Européenne en cours de finalisation apportera un complément essentiel à ce projet à travers la formation et l'équipement individuel et collectif de la Police et de la Gendarmerie leur permettant d'accomplir leurs missions avec des moyens additionnels et strictement complémentaires à ceux d'urgence financés par le PBF.

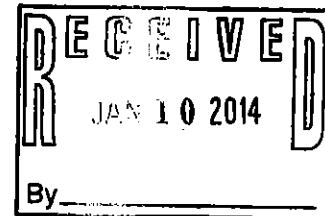
### 3.4. Cadre des Résultats, suivi et évaluation :

- *Results framework: Provide a Results framework for the project/portfolio, using the table below. At the start of the Framework summarise in one-to-two sentences the underlying roadmap for peacebuilding, the purpose of PBF support and the underpinning theory of change. Further instructions and examples for each table column are contained at the bottom of the table.*

BUDGET D'UN PROJET DU PBF			
POSTES	UNDP	BINUCA (DPA)	TOTAL
1. Personnel et autres employés	76,041	0	76,041
2. Fournitures, produits de base, matériels	28,800	21,500	50,300
3. Équipement, Véhicules et Mobilier (compte tenu de la dépréciation)	920,000	0	920,000
4. Services contractuels	1,215,800	0	1,215,000
5. Frais de déplacement	0	0	0
6. Transferts et subventions aux homologues	0	0	0
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	71,240	0	71,240
Sous-total	2,311,881	21,500	2,333,381
8. Coûts d'appui indirects *	161,832	1,505	163,337
<b>TOTAL</b>	<b>2,473,713</b>	<b>23,005</b>	<b>2,496,718</b>

Alfredo Teixeira

Directeur Pays



( ) ( )

112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000

Résultat	2. Tous Commissariats et Brigades de Brigades en équipes mobiles matériel bureaucratique et moyens de mobilité. Ils reçoivent une fonctionnalité	Nombre de mobilités, bureaux, moyens de mobilité réceptionnés par Commissariat et chaque Brigade	de Commissariats et Brigades mobiles	Baselings : Commissariats et Brigades mobiles en moyens de mobilité Cibles : 1) géographiques livrés à raison d'un par Commissariat et par Brigade 2) besoins spécifiques de chaque Brigade ; 44 ordinateurs livrés à raison de 4 par Commissariat et par Brigade ; 22 photocopieurs/scanner livrés à raison de 2 par Commissariat et par Brigade ;	337,000 USD	Financement approuvé par le BBE au plus tard le 30 Octobre 2013.
					Section Procurement du PNUD	
					Section Procurement du PNUD	585,000 USD

### 3.6. Suivi et évaluation :

Une équipe, composée d'un Ingénieur civil Chef de projet et de deux assistants ingénieurs civils (1 pour la réhabilitation des Commissariats et 1 pour la réhabilitation des Brigades) sera chargée du suivi de la mise en œuvre du projet. Le Chef de projet coordonnera avec la Section Procurement du PNUD, un rapport hebdomadaire sur la mise en œuvre du projet au chargé de programme Gouvernance du bureau du PNUD qui les consolidera sur une base mensuelle pour soumission au Comité de Gestion du projet et du Comité de Coordination et Supervision du projet. Des visites de terrain seront également organisées au moins une fois par semaine pour suivre les travaux de réhabilitation et la remise effective des équipements.

## COMPOSANTE 4: OUI ?

### 4.1. Mise en œuvre :

Le projet sera mis en œuvre par le PNUD sous la modalité d'exécution directe en conformité des règles et procédures de l'Organisation. A cet effet, le PNUD sera responsable de l'atteinte des résultats et de la gestion des fonds selon ses règles et procédures. Le PNUD a, au cours de la période 2007-2012, déjà réhabilité et équipé des commissariats, brigades, tribunaux et prisons à Bangui, Birbo, Bossangoa, Sibut, Butangafo, Paoua dans le cadre du programme PRED cofinancé avec le PBF.

Afin d'honorer les délais très courts de mise en œuvre (6 mois) le PNUD procédera à un appel d'offres restreint en encourageant le regroupement de compagnies spécialisées sous la direction et la coordination technique d'un maître d'œuvre réputé ayant une assise financière et technique solides et avérées. Cette option permettra de faciliter l'exécution et la coordination des travaux de réhabilitation dans les délais, et d'assurer une cohérence et systématisation des standards de qualité techniques et des économies d'échelle.<sup>4</sup>

Le PNUD finalisera une Lettre d'Accord avec le BINUCA qui sera associé à la mise en œuvre du projet et plus particulièrement pour les activités de sensibilisation des civils et ce en étroite coopération avec la Police et de la Gendarmerie.

### 4.2. Gestion du projet et coordination :

Le PNUD mettra en œuvre ce projet en très étroite coopération avec l'institution nationale directement bénéficiaire, à savoir le Ministère de la Sécurité, de l'Immigration, Emigration, et de l'Ordre Public (MSIEOP). Un Comité Technique de Gestion (CTG) sera mis en place à cet effet qui comprendra 3 représentants du Ministère (Direction du Cabinet, Direction Générale de la Police, Direction Générale de la Gendarmerie), 1 représentant du Ministère de la Défense, 3 représentants du PNUD (Management, Unité de Gouvernance et Chef de projet), et 2 représentants du BINUCA (Engineering & PolAd). Le CTG se réunira autant de fois que nécessaire, mais au moins une fois par semaine sous le leadership du Directeur de Cabinet du MSIEOP. Le Secrétariat du CTG sera assuré par le PNUD.

<sup>4</sup> Les autres alternatives sont : (i) de lancer 14 appels d'offre pour chacun des 8 commissariats et 3 brigades à réhabiliter ; ou (ii) de lancer 10 appels d'offres pour chaque composante des travaux de réhabilitation à effectuer, à savoir maçonnerie, aménagements des locaux, peinture, plomberie, menuiserie, sécurisation des portes et des fenêtres, électriques, rénovation des sols, réhabilitation des murs d'enceinte, et pose de fils barbotés.



will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

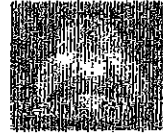
- Bi-annual progress reports to be provided no later than July 31st;
- Annual narrative progress reports, to be provided no later than three months (31 March) after the end of the calendar year;
- Annual financial statements as of 31 December with respect to the funds disbursed to it from the PBF, to be provided no later than four months (30 April) after the end of the calendar year;
- Final narrative reports, after the completion of the activities in the approved programmatic document, to be provided no later than four months (30 April) of the year following the completion of the activities. The final report will give a summary of results and achievements compared to the goals and objectives of the PBF; and
- Certified final financial statements after the completion of the activities in the approved programmatic document, to be provided no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.
- Unspent Balance at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

#### **Ownership of Equipment, Supplies and Other Property**

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

#### **Public Disclosure**

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent's website (<http://mpff.undp.org>).



**PEACEBUILDING FUND  
ANNEX B: PROJECT SUMMARY**

<b>Project Number &amp; Title:</b>	PBP7	
<b>Recipient UN Organization:</b>	United Nations Development Programme (UNDP)	
<b>Implementing Partner(s):</b>	Ministry of Security, Immigration, Emigration et Public Order BINUCA	
<b>Location:</b>	Bangui, Central African Republic (CAR)	
<b>Approved Project Budget:</b>	2,496,718 USD	
<b>Duration:</b>	Planned Start Date: 1st November 2013	Planned Completion: 31 May 2014
<b>SC Approval Date: (Actual Dates)</b>		
<b>Project Description:</b>	Emergency Rehabilitation of the functional capacities of the Police and Gendarmerie in Bangui	
<b>Priority Area:</b>	Stabilisation of the security situation in Bangui	
<b>Priority Outcome:</b>	The project will lay the material foundations for restoring the rule of law and protection of citizens services by the Police and Gendarmerie in Bangui that is accounting for 25 % of the total population in CAR.	
<b>Key Project Activities:</b>	Rehabilitation of 100 % of all Police stations (8) and Gendarmerie squads (3) in Bangui  8 Police stations, and 3 Gendarmerie squads are provided with office, computer and mobility equipment allowing for minimal standards of functionality	

DESCRIPTION	53,000	53,000	53,000	53,000	53,000	53,000	53,000	53,000	53,000
1 Pickup Landerisset 172770-TIMKS.0X Simple cabine									53,000
100 m² per Colonia 181	158,000	158,000	158,000	158,000	158,000	158,000	158,000	158,000	158,000
TOTAL GENERAL POLICE LIST Y GOVERNOR RIA TITHE POLICE DEPARTMENT 1,301,600 USD									

### 3. GRAND TOTAL

	Huit (8) Commissariats de Police	Trois (3) Brigades de Gendarmerie	Total en USD
Travaux de Réhabilitation	639,600	576,200	1,215,800
Equipements	238,000	99,000	337,000
Mobilité	424,000	159,000	583,000
Total en USD.	1,301,600	834,200	2,135,800

## **ANNEXE 1**

- **Human rights Due Diligence Policy**

As per the description in SRS code cable dated CBN 155, this program should not only contribute to equipping the police and gendarmerie but also put in place vetting as a precondition for the selection of the direct beneficiaries who will be selected only within the members of the former security forces and will exclude the members of ex-Seleka whose further integration will be conducted later and only in the context of the SSR process.

- **Oversight of the security sector**

The oversight will be conducted by Binuca through establishing a broad-based committee, including civil society representatives, three sessions of outreach on security needs and sensitization on the community policing per district (24 sessions) will be organized with civil society during the 6-month lifetime of the project.

- **Monitoring and evaluation**

The harmonization of both UE and UN projects has started since the very beginning of their conception. This includes all the different aspects of the programme, outcomes and indicators included and will be insured during the whole project thanks to the presence of the UE representatives in the Coordination and Oversight Committees governing the project. See also CBN 167. BINUCA will work in the course of project implementation to harmonize reporting indicators on improvements on functioning of police and gendarmes.

